



AMBASSADE DE SUISSE
EN ESPAGNE

in li

MADRID 1. le 1er août 1979

Núñez de Balboa 35, 7º

Apartado 1317

Tels 225.44.61 / 62

NA/db

an								a/a
Datum								
Visa								<i>J</i>
EDA								
Ref. p. A. 21. 31. <i>Madrid</i>								

R.P. No 37

Le statut basque

I (Rédigé le 28 juillet, avant les attentats du 29 juillet)

Mon arrivée à Madrid est trop récente pour que je puisse formuler une appréciation personnelle sur la négociation du statut basque. Je vais donc me borner à vous rapporter ici les commentaires que m'en ont fait le directeur général d'Europe (X) et l'ambassadeur de France (Y).

- 1) Comme cette ambassade vous l'a déjà rapporté, le projet de statut pour les trois provinces basques et éventuellement la Navarre a été négocié entre le parti du centre démocratique (UCD, parti du gouvernement), et le parti national basque (PNV) et plus précisément entre les chefs de ces deux partis, le président Suarez d'une part et M. Garai-coechea, de l'autre. Le compromis trouvé a été ratifié ensuite par une délégation de la commission constitutionnelle du congrès, puis par cette commission in pleno.



- 2 -

Le projet sera bientôt soumis au referendum dans les trois provinces et la Navarre. S'il passe cette épreuve, le parlement aura à l'accepter ou à le rejeter en bloc. D'après les observateurs, il ne fait guère de doute que les trois provinces basques accepteront le statut. En revanche, il serait douteux que la Navarre y adhère. La suite du processus parlementaire ne serait qu'une formalité.

2) X est extrêmement satisfait de l'heureux résultat des négociations qui ont eu en particulier pour effet de rehausser considérablement le prestige du Premier Ministre, à qui l'opinion reprochait un trop long silence et une apparente inactivité.

Mais que va-t-il se passer maintenant ? Les extrémistes de l'ETA militaire vont-ils réagir et de quelle manière ?

X envisage trois hypothèses :

- la pire serait que l'ETA, qui revendique toujours l'indépendance complète du pays basque, considère que les modérés et les dirigeants du PNV sont des traîtres et qu'elle tente d'assassiner les plus éminents d'entre eux. On pourrait assister ainsi à une sorte de guerre civile entre Basques.
- une seconde possibilité, et qui inquiète aussi mon interlocuteur, serait que l'ETA proclame que c'est grâce à elle que le statut a été arraché au parlement madrilène et qu'elle cherche à s'infiltrer dans les rangs du PNV ainsi que dans les organes de la région autonome. Petit à petit elle pourrait relancer ses initiatives indépendantistes d'une autre plateforme et sous un nouveau camouflage.
- la troisième hypothèse, et qui paraît la plus probable, c'est que l'ETA s'entête dans son négativisme, qu'elle s'isole de la grande majorité basque qui ne demande pas

- 3 -

plus que l'autonomie et qui est lasse de la terreur et du désordre. Elle cesserait bientôt de se sentir comme un poisson dans l'eau, deviendrait marginale et les attentats qu'elle pourra toujours perpétrer perdront de leur retentissement et de leur portée.

3) Je me suis enquis auprès d'autres sources sur la force de l'ETA ou plus exactement sur la proportion des Basques aspirant à l'indépendance et soutenant les terroristes. On la chiffre à environ 10 % de la population de la région concernée. Quand l'ETA militaire faisait cause commune avec l'ETA politico-militaire et les autres partis extrémistes, c'est-à-dire avant l'adoption du statut, ces mouvements représentaient ensemble du 25 à 30 % de la population. Mais on estime aujourd'hui que seule l'ETA militaire s'oppose au statut et restera encline à la violence.

Quant à la langue basque, elle n'est, d'après X, parlée que par le 15 % environ des habitants des trois provinces et seuls les 3 à 4 % de ses habitants la maîtriseraient réellement. Ainsi il ne saurait être question de créer une université basque, faute d'effectif étudiantin.

4) Y, pour sa part, est dans l'euphorie. "Si vous m'aviez demandé il y a quatre mois, il y a trois mois, il y a deux mois et même le mois dernier comment j'envisageais l'avenir de la démocratie espagnole, je vous aurais dépeint un sombre tableau. Aujourd'hui avec la réussite inespérée des négociations sur le statut, je crois qu'un cauchemar a été dissipé.

Ce problème basque, vieux de 150 ans, qui avait causé trois guerres civiles et qui avait fait des milliers et des milliers de morts, pesait sur l'évolution du régime, menaçait la structure même du pays et paralysait sa vie. Non seulement

- 4 -

sa vie politique mais aussi sa vie économique.

Comme vous le savez, poursuit-il, il y a trois grandes zones industrielles en Espagne : la région de Madrid, la Catalogne et le pays basque. Quand l'incertitude régnait au sujet des deux dernières, toutes deux dans des régions promises à l'autonomie, quand on ne savait pas si cette autonomie resterait dans le cadre constitutionnel, personne ne voulait investir, tout le monde attendait. Je pense que maintenant que le plus ardu de ces problèmes est réglé, l'esprit d'entreprise va renaître.

Qu'est-ce qui a permis cette percée salvatrice ? Un revirement dans l'attitude de la bourgeoisie basque et du PNV qui en est l'expression. Pendant longtemps ce parti n'osait pas se désolidariser publiquement des terroristes, pendant trop longtemps il manifestait une indulgence incroyable devant les excès de l'ETA et leur cherchait des excuses. Cette ligne ambiguë a fini par lui faire du tort. Il a perdu des voix aux dernières élections. Alors il s'est rendu compte qu'il devait se mettre résolument à la recherche d'une solution négociée, élaborer un projet de statut raisonnable, constitutionnellement acceptable par le gouvernement et par les Castillans.

D'ailleurs la crise économique, qui sévit très durement dans la région et qui a amené la cessation de paiements de grandes entreprises et la faillite de beaucoup de petites, a contribué à ouvrir les yeux de cette bourgeoisie. Elle a vu qu'il fallait sortir de l'impasse ou courir à la ruine.

Suarez a admirablement compris la situation. Il a attendu son moment et il est intervenu juste à temps pour s'introduire entre les extrémistes et les modérés, pour amener ceux-ci à prendre le risque de signer un projet acceptable. C'est

- 5 -

un grand succès personnel pour lui, mais surtout la démonstration de la vitalité de la démocratie espagnole, de son aptitude à surmonter les crises politiques.

Bien sûr, on n'en a pas fini avec le terrorisme basque. Mais l'ETA militaire est désormais isolée et il sera peu à peu possible d'en venir à bout".

5) L'optimisme de Y, plus rayonnant, me semble-t-il, que celui de la plupart des autres observateurs, s'explique aussi par le soulagement qu'il éprouve. Le problème basque nuisait aux relations franco-espagnoles, surtout au niveau de la presse et d'une partie de l'opinion publique. Celle-ci, déconcertée par l'ampleur du terrorisme, cherchait des boucs émissaires et elle en trouvait du côté de Paris.

D'autre part les meurtres de quelques dirigeants de l'ETA en France pouvaient être attribués à des polices parallèles, probablement officieuses, et perturbaient l'ordre public.

Enfin cette agitation avait des répercussions sur les Basques français. Y en minimise l'incidence mais ne peut pas la nier.

"Il y a, me dit-il, 300'000 Basques en France qui vivent tous dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Contrairement aux Basques espagnols, ils n'ont jamais été hostiles au gouvernement français, ne se sont jamais battus contre lui. Au contraire, ils ont toujours loyalement servi dans l'armée française. Mais ils éprouvent pour les Basques espagnols des sentiments de famille, ils les considèrent comme des cousins. C'est pourquoi ils ne les critiquent pas ouvertement, même quand ils estiment qu'ils font des bêtises. Toutefois cette sympathie innée ne les incite pas

- 6 -

à les suivre dans leurs excès, encore moins à nourrir des sentiments séparatistes. Il n'y a aucun danger de ce côté-là.

Tout au plus peut-on craindre que quelques jeunes gens, contestataires ou désœuvrés, au contact des membres de l'ETA, ne se lancent dans des actions isolées de violence. C'est du domaine de la police non de la politique".

On voit que, si marginal que soit le problème pour la France, elle ne peut que souhaiter que le dossier basque soit fermé le plus tôt possible. La semaine dernière, Y pensait que ce moment était proche.

II (rédigé le 1er août 1979)

(Entretien avec le Secrétaire d'Etat du MAE,
ancien ministre de l'Education (Z))

1) Les attentats en chaîne qui se sont produits le samedi 29 juillet dans le pays basque et le dimanche 30 juillet à Madrid remettent-ils tout en question ? On peut se le demander, car les explosions à l'aéroport et dans les deux gares principales de la capitale sont revendiquées non par l'ETA militaire, dont l'extrémisme invétéré est connu, mais par l'ETA politico-militaire qui semblait s'être ralliée au statut et qui passait pour relativement modérée. Y aurait-il finalement plus de Basques extrémistes qu'on ne le pensait ? La pacification est-elle remise sine die ?

- 7 -

La lecture des journaux n'apporte pas une claire réponse à ces questions.

En premier lieu parce qu'on est au fond très mal renseigné sur la nature et l'importance des mouvements terroristes. D'après El Pais (gauche modérée), le gouvernement lui-même manquerait d'informations à ce sujet et particulièrement au sujet de l'ETA.

En deuxième lieu parce que le pays basque est un puzzle de partis et de tendances, le siège d'une foule de fractions et de groupuscules, le théâtre d'illogismes et de contradictions. C'est ainsi que la revendication autonomiste est traditionaliste, bourgeoise et catholique alors que l'ETA réclame la création d'une république marxiste-léniniste !

Quant aux mouvements clandestins, ils cachent bien leur jeu mais on a l'impression qu'ils sont ravagés par des dissensions internes, des zizanies, de troubles rivalités.

En troisième lieu parce que la peur chez les Basques lie les langues et empêche les prises de position tranchées. J'ai lu dans l'ABC (droite modérée) cette déclaration d'un député socialiste de la Vizcaye : "Nous trouvons dans la société basque quelques traits dangereusement anti-démocratiques. Il n'y a pas ici une société libre parce qu'il y a la peur et que l'on tombe dans l'intolérance. La classe ouvrière devra lutter pour enterrer les mitraillettes".

Toutefois on peut faire preuve d'un certain optimisme - parce que dans tout le pays et dans le PNV il y a une réprobation fondamentale et complète de ces attentats aveugles. En massacrant des gens qui n'ont rien à voir avec le problème basque, les terroristes ont été trop loin.

- 8 -

- parce que le nouveau statut donne pleine satisfaction aux autonomistes et parce qu'il n'y a que les séparatistes qui pouvaient espérer plus. Or le séparatisme basque ne relève que de l'utopie et ne saurait donner naissance à un état viable.

C'est pourquoi Z me dit qu'à son avis les terroristes finiraient par être isolés, quels que soient le désarroi et l'embarras actuels des anciens sympathisants de l'ETA.

Il a été heureusement surpris par la réaction du Herald Tribune qui préconise que les pays démocratiques prêtent assistance au gouvernement espagnol afin de faciliter sa lutte contre le terrorisme. L'article se termine par ces lignes : "le gouvernement Suarez a établi un forum politique pour les Espagnols, qu'ils soient Basques, Catalans, Galiciens, de Valence ou d'Andalousie. Ceux qui ont choisi la violence comme alternative à ce forum ont déclaré la guerre à l'Etat et doivent être traités en conséquence".

Mon interlocuteur, qui trouve personnellement que le statut est trop généreux, pense qu'une telle assistance peut être utile. Il évoque le cas de la France laquelle, bien que tardivement, a enfin pris des mesures contre les membres de l'ETA "parce qu'elle se sentait elle-même menacée". Mais ce à quoi il attache du prix c'est que de telles réactions peuvent encourager le gouvernement à sévir avec plus de rigueur et plus d'ampleur contre les extrémistes.

"Peut-on encore faire quelque chose de plus contre eux ?"; lui ai-je demandé.

"Je vous assure que c'est possible et sans sortir du cadre légal", m'a-t-il répondu.

(Natural)